

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple cedex

Savigny -le-Temple, le 26 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

HENKEL France SAS

4 rue Albert Olivieri
77310 Saint-Fargeau-Ponthierry

Référence : E4/23- 1816
Code AIOT : 0006511889

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2023 dans l'établissement HENKEL France SAS implanté 4 rue Albert Olivieri 77310 Saint-Fargeau-Ponthierry. L'inspection a été annoncée le 07/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la cessation d'activités d'Henkel sur son site de Saint-Fargeau-Ponthierry, une pollution des sols et des eaux souterraines a été mise en évidence. L'analyse des rapports de surveillance a soulevé des questions sur l'instrumentation et sur les résultats des mesures. C'est dans ce cadre qu'une inspection du site a été réalisée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HENKEL France SAS
- 4 rue Albert Olivieri 77310 Saint-Fargeau-Ponthierry
- Code AIOT : 0006511889
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'Henkel à St-Fargeau-Ponthierry a accueilli successivement une sucrerie, une usine de fabrication d'eau de javel à compter de 1869, puis un atelier de fabrication de détergents. De 1963 à

1996, il y a eu une activité de sulfonation.

L'arrêté préfectoral n°5018/02 du 28/05/1962 a été délivré à la société Cotelte et Foucher pour l'installation d'un atelier de sulfonation dans son usine de St-Fargeau-Ponthierry.

Le 14/01/1974, l'accusé de réception de déclaration n°9274 a autorisé la société Cotelte-Foucher à poursuivre l'exploitation de son usine, au titre des rubriques 6-B-2-b (dépôt d'acétylène dissous), 54-1 (utilisation et stockage d'anhydride sulfureux), 206-1-b (garage de véhicules automobiles), 211-B-II-b (dépôt de gaz combustibles liquéfiés), 254-A-2-c (dépôt de liquides inflammables de 1ère catégorie), 255-3 (dépôt de liquides inflammables de 2e catégorie), 272-A-2 (dépôt de matières plastiques) et 281-2 (travail mécanique des métaux) de l'ancienne nomenclature des ICPE, respectivement devenues les rubriques 1418, 1131, 2930, 1412, 1432, 2662 et 2560.

Le 25/06/1974, la société Lesieur-Cotelte a bénéficié de l'arrêté préfectoral n°74 DAGR 2EC 190 lui imposant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de son usine de fabrication et de conditionnement de détergents liquides.

L'arrêté préfectoral n°76 DAGR 2 EC 113 fixant des conditions particulières d'exploitation pour certaines activités a été délivré le 13/07/1976 à la société Lesieur-Cotelte.

En 1989, la société Henkel a repris les activités de la SA Cotelte.

Le 9/11/1990, la société Henkel a bénéficié de l'arrêté préfectoral n°90 DAE 2 IC 180 l'autorisant à exploiter un atelier d'extrusion et d'impression de film plastique au sein de son usine au titre des rubriques 238-1 (imprimerie) et 272-2 (emploi de matières plastiques ou résines synthétiques) de l'ancienne nomenclature ICPE, devenues respectivement les rubriques 2450 et 2661.

Le 8/08/1991, un arrêté préfectoral, n°91 DAE 2 IC 128, imposant des prescriptions complémentaires à la société Henkel, a été délivré.

L'arrêté préfectoral n°91 DAE 2 IC 284 imposant des prescriptions complémentaires à la société Henkel France pour son atelier d'extension et impression de film plastique exploité à St-Fargeau-Ponthierry a été délivré le 10/12/1991.

L'exploitant a bénéficié du récépissé de déclaration n°14474 au titre de l'ancienne rubrique 1172-2 (substances dangereuses pour l'environnement aquatique) devenue les rubriques 4510 et 4511.

La société Henkel a bénéficié du récépissé de déclaration n°14608 du 22/01/1998 au titre des rubriques 1430 (dépôt de liquides inflammables) et 1433 (installation de mélanges ou d'emploi de liquides inflammables).

Le récépissé de déclaration n°14996 du 9/02/2001 a été délivré à la société Henkel au titre des rubriques 1432-2b (stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables - devenue 4734) et 1433-Ab.

Le 17/10/2001, la société Henkel a bénéficié du récépissé de déclaration n°15069 au titre de la rubrique de 1434-1-b de la nomenclature actuelle.

Le 5/12/2002, la société Henkel a transmis un dossier relatif à la cessation de ses activités sur le site de St-Fargeau-Ponthierry à compter du 20/12/2002.

Les différents diagnostics de sols réalisés sur le site ont montré la présence de pollutions en soufre, sulfate et agents anioniques, non-anioniques et cationiques en différents points. Les investigations réalisées sur les eaux souterraines ont mis en évidence une pollution en tensio-actifs anioniques, non anioniques et hydrocarbures. Malgré une dépollution de la zone B11a, zone la plus impactée, une pollution des eaux souterraines a persisté. Dans ce cadre, l'arrêté préfectoral n°07 DAIDD 1IC 171 imposant une surveillance des eaux souterraines a été délivré le 14 juin 2007.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques chroniques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées
 - ✓ les observations éventuelles
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Sécurisation du site	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-39-1	/	Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Implantation des piézomètres	AP Complémentaire du 14/06/2007, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Implantation des piézomètres	AP Complémentaire du 14/06/2007, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Abandon et comblement des ouvrages piézométriques	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Transmission des résultats	AP Complémentaire du 14/06/2007, article 3.2	/	Lettre de suite préfectorale	9 mois
7	Pollution des eaux souterraines	AP Complémentaire du 14/06/2007, article 3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale	9 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avait(ont) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Conception des ouvrages piézométriques	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Surveillance des ouvrages	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avait(ont) été donnée(s)	Autre information
6	Transmission des résultats d'analyses	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les piézomètres non utilisés n'ont pas été comblés dans les règles de l'art. Certains d'entre eux sont introuvables car situés sous des végétaux ou sous de la terre. Afin d'éviter tout risque de pollution supplémentaire sur les eaux souterraines, il convient de retrouver ces ouvrages et de procéder à leur comblement dans les règles de l'art. Par ailleurs, les piézomètres accessibles ne sont pas sécurisés et sont régulièrement vandalisés ; ils n'ont pas été réalisés dans les règles de l'art.

Le site n'est plus sécurisé depuis plusieurs années ; il fait régulièrement l'objet d'occupation non autorisée. Lors de la visite, des gens du voyage étaient installés sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurisation du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurisation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-39-2 et R.512-39-3.</p> <p>Constats : Actuellement, le site n'est plus sécurisé. En effet, lors de la visite, il a été constaté que les blocs de bétons positionnés devant les portails d'accès ont été déplacés. Par ailleurs, le portail d'accès donnant sur la rue Pasteur est partiellement ouvert, le portail donnant sur la rue Albert Olivieri (ancien accès principal à l'usine) est complètement ouvert. Il a également été observé que le grillage donnant sur la rivière École, depuis l'ancien parking de l'usine a été coupé et ouvert. Le site est occupé le jour de la visite par des gens du voyage.</p> <p>S'agissant des déchets, un tas de pneus a été retrouvé sur l'ancien parking de l'usine, ainsi que des sacs d'ordures ménagères et du bois. Des bennes sont également présentes, elles semblent avoir pour vocation de récupérer les ordures ménagères.</p> <p>Au niveau de l'ancienne usine, des déchets végétaux sont présents en différents endroits. Ces derniers sont très secs ; le risque d'incendie ne peut être exclu.</p> <p>En conséquence, il est demandé à l'exploitant de procéder à la mise en sécurité de son site. L'exploitant proposera, sous un délai de 3 mois, à l'inspection des installations classées un plan d'action relatif à cette mise en sécurité. La mise en sécurité du site sera effective au plus tard sous un délai de 12 mois.</p> <p>Observations : Il est à noter qu'au moment de la cessation, tous les déchets issus des activités avaient été évacués et le site totalement clos. Une alarme avait été mise en place avec intervention d'un agent de sécurité en cas de déclenchement. Par ailleurs, le laboratoire devait prendre rendez-vous pour effectuer la surveillance de la qualité des eaux souterraines. Suite à l'occupation et à la dégradation du site en 2015/2016, la sécurisation du site n'a pas été remise en état. Conséquence, le site est fréquemment occupé. Il a été observé la présence de nombreux gravats. Certains semblent présents depuis longtemps et issus de la démolition des bâtiments en 2009.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Implantation des piézomètres

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2007, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Conception et entretien des piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les ouvrages sont réalisés avec le plus grand soin et dans les règles de l'art. Ils sont conçus et implantés afin d'éviter toute infiltration d'eau de surface. Ils ne doivent en aucun cas mettre en communication deux nappes distinctes.</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises afin de maintenir les ouvrages en bon état. Les ouvrages sont cadenassés, protégés contre les chocs et les risques d'arrachement. Ils sont facilement accessibles et aisément réparables.[...]</p> <p>Constats : Les piézomètres, à l'exception de PZ6, ne répondent pas à la norme NF X 10-999. En effet, depuis plusieurs années ces derniers sont régulièrement vandalisés et divers objets et/ou substances sont régulièrement introduits dans les ouvrages. Ainsi, en novembre 2022, le laboratoire a retrouvé des excréments dans PZ7 et la vidange d'une machine à laver était raccordée à ce dernier. Il avait alors été demandé à l'occupant de la caravane de ne plus vidanger sa machine à laver dans le piézomètre. Cela a été suivi d'effet puisque PZ7 est de nouveau accessible et a pu être débouché.</p> <p>Lors de la visite, plusieurs piézomètres étaient dépourvu de capots. Par ailleurs, lorsque les capots sont présents, ces derniers se retirent facilement et l'accès à la nappe est aisé.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que des bouchons étanches cadenassables ("bouchons papillon") étaient en cours d'installation sur les piézomètres ; PZ3 en est déjà équipé. Cependant, ce dernier est dépourvu de capot.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant de la mise en place des bouchons étanches cadenassables sur les piézomètres utilisés pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines, et de l'installation de nouveaux capots sur les piézomètres qui en sont dépourvus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Implantation des piézomètres

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2007, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Abandon ou inutilisation des piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...]. En cas de cessation d'utilisation des points de prélèvement, l'exploitant devra prendre toutes les mesures appropriées pour leur comblement afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p> <p>Constats : Au total 21 piézomètres ont été installés sur le site entre 2002 et 2006. Seuls 8 d'entre eux servaient à la surveillance des eaux souterraines jusqu'en 2015. Suite à l'allègement du suivi de la qualité des eaux souterraines, 6 piézomètres sont actuellement utilisés. D'après les informations transmises à l'inspection des installations classées, seuls 3 piézomètres inutilisés ont été comblés, à savoir NPZ9, PII et PZ4, en 2016. Le rapport de comblement fait état d'un inertage des piézomètres à l'orégonite sur environ 80 cm, puis d'un béton sur environ 20 cm d'épaisseur. Ce dernier mentionne également la présence de gravats au fond des ouvrages ; cependant, ces n'ont pas été retirés. Par ailleurs, le rapport ne précise pas si les piézomètres ont été abandonnés équipés ou déséquipés.</p> <p>Actuellement, 12 piézomètres sont inutilisés et non comblés. Lors de la visite, il a été constaté que plusieurs de ces ouvrages ne sont plus visibles et/ou accessibles en raison de la végétation abondante qui s'est développée sur le site, à savoir les piézomètres PZ2B3E, NPZ4, PZ3B3E et NPZ1. Les piézomètres qui avaient été implantés sur l'ancien parking semblent se trouver sous un remblai de terre qui est lui-même recouvert de végétation (herbe) ; il s'agit des ouvrages NPZ7, NPZ8, NPZ12 et NPZ13.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'au fil du temps, la structure d'un ouvrage abandonné va se détruire notamment par corrosion des tubages et mettre en communication toutes les formations géologiques au droit du forage. Il y a donc un risque de mélanges d'eaux de qualités différentes ainsi que des apports d'eaux de surface potentiellement polluées. Lorsqu'un forage cesse d'être utilisé que ce soit pour des raisons techniques ou économiques, il doit être mis en sécurité.</p> <p>Dans un premier temps, l'exploitant procèdera à la recherche et à l'identification des ouvrages abandonnés et introuvables dans un délai de 3 mois. Lorsque l'exploitant aura retrouvé l'ensemble de ses ouvrages, il transmettra à l'inspection des installations classées, les informations relatives à l'état de ces ouvrages. Puis, dans un second temps, il réalisera le comblement de ces ouvrages en veillant à respecter les normes et la réglementation en vigueur. Lorsque ces derniers auront été comblés, il transmettra le rapport de travaux, dans un délai de 2 mois après travaux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Abandon et comblement des ouvrages piézométriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Abandon et comblement des ouvrages piézométriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.[...]</p> <p>Pour les forages, puits, ouvrages souterrains se trouvant dans les autres cas, le déclarant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.[...]</p> <p>Constats : Comme mentionné au point n°3, de nombreux piézomètres sont présents sur le site et non utilisés. Ces derniers devront être comblés, dans un délai de 6 mois, selon les normes et la réglementation en vigueur.</p> <p>S'agissant des piézomètres comblés en 2016, le comblement de ces derniers n'a pas été fait dans les règles de l'art. Par ailleurs, le rapport de travaux est incomplet et a été transmis qu'en 2023 à l'inspection des installations classées.</p> <p>Lorsque l'exploitant aura procédé au comblement des ouvrages, il transmettra au préfet, dans les 2 mois suivant les travaux, un rapport de travaux comportant, <i>a minima</i>, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • référence des ouvrages comblés ; • aquifère précédemment surveillé ; • le détail des travaux de complements (piézomètre abandonné équipé ou non, modalités de comblement, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Transmission des résultats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2007, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un rapport contenant les résultats des relevés et mesures prescrits ci-dessus est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois suivant leur réalisation. Ce rapport, destiné à la communication des résultats, mentionne les valeurs mesurées sur les divers paramètres en les comparant aux valeurs seuils définies.</p> <p>De plus, un rapport annuel présentant le bilan de l'évolution annuelle et pluriannuelle des résultats analytiques et des différentes mesures, ainsi qu'une interprétation de l'évolution de la qualité des eaux avec des propositions d'éventuelles mesures correctives, allègements ou autres recherches à engager est transmis à l'inspection des installations classées au début de l'année suivante.</p> <p>Constats : Par courrier du 15 juin 2023, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'une transmission des résultats d'analyses sous un mois n'était pas possible car le délai pour la réception des résultats par le bureau d'études est de 6 semaines. En conséquence, il a été convenu que cette transmission se ferait dans un délai de 2 mois après réalisation des prélèvements.</p> <p>S'agissant du rapport annuel, le bureau d'études a précisé qu'à chaque rapport une analyse comparative des résultats sur les dernières années est systématiquement réalisée. L'inspection des installations classées a appelé l'attention de l'exploitant et du bureau d'études sur le fait que les résultats d'analyses étaient comparés au SEQ-Eau cours d'eau (Système d'Évaluation de la Qualité de l'Eau). Or, le SEQ-Eau ne permettant pas d'évaluer la qualité de l'eau conformément aux exigences réglementaires en vigueur en application de la Directive cadre sur l'eau (DCE), il a été remplacé en 2011 par le système d'évaluation de l'état des eaux (SEEE). Cet outil, comme le SEQ-Eau est utilisable pour les eaux de surface. Or, sur le site, il a été mis en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines. Par conséquent, ces outils ne sont pas utilisables.</p> <p>L'exploitant transmettra ses résultats d'analyses dans un délai de 2 mois après réalisation des prélèvements. Un rapport annuel sera réalisé et présentera le bilan de l'évolution annuelle et pluriannuelle des résultats analytiques et des différentes mesures, ainsi qu'une interprétation de l'évolution de la qualité des eaux avec des propositions d'éventuelles mesures correctives, allègements ou autres recherches à engager.</p> <p>Observations : Lors de la visite, il a été suggéré à l'exploitant de réaliser une cartographie reprenant les différentes pollutions concentrées retrouvées lors des diagnostics réalisés entre 2002 et 2006 et d'y superposer l'implantation des piézomètres. Cela permettrait d'ouvrir des pistes de réflexion sur la persistance de la pollution et éventuellement de proposer des actions correctives.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 9 mois

N° 6 : Transmission des résultats d'analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Saisie des résultats sur Gidaf
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats : Par courrier préfectoral n°E/2017-1892 du 5 septembre 2017, il a été demandé à l'exploitant de réaliser la saisie de la surveillance de la qualité des eaux souterraines sur GIDAF, conformément à l'arrêté du 28 avril 2014</p> <p>Aucun résultat d'analyses n'ayant été saisi sur GIDAF depuis 2017, cette obligation a été rappelé à l'exploitant par courrier n°E4/23-1147 du 16 mai 2023. Par courrier du 15 juin 2023, il s'est engagé à procéder à la saisie de cette surveillance à compter de l'année 2023.</p> <p>L'inspection des installations classées a pu constater que les résultats de la surveillance de la qualité des eaux souterraines d'avril 2023 a bien été saisie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Pollution des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2007, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, s'il s'avère que celle-ci résulte de ses activités passées, il propose les mesures à mettre en œuvre afin d'y remédier.</p>
<p>Constats : Bien que les résultats d'analyses de la qualité des eaux souterraines montrent une pollution persistante aux agents tensio-actifs anioniques et non anioniques ainsi que des anomalies sur le pH, la DBO5 et la DCO, aucune investigation n'a été menée et une aucune mesure de gestion n'a été proposée. Il appartient à l'exploitant de réaliser des investigations permettant de déterminer l'origine de la persistance de la pollution. Dans ce cadre, il pourra compiler les investigations déjà menées sur le site entre 2002 et 2006, et le cas échéant, procéder à un diagnostic complémentaire des sols.</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant transmettra, dans un délai de 4 mois, à l'inspection des installations classées un plan d'action proposant des actions pour rechercher l'origine de la persistance de la pollution. Puis, il transmettra les résultats de ses investigations dans un délai de 9 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 9 mois

N° 8 : Conception des ouvrages piézométriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Conception des ouvrages piézométriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. [...]</p> <p>La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.</p> <p>Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.</p> <p>Les conditions de réalisation et d'équipement des forages, puits, sondages et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.</p> <p>Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.</p> <p>Constats : Lors de la visite, il a été constaté que les piézomètres sont dépourvus de margelle de 3 m² et de 0,3 m de hauteur. Les têtes de piézomètres ne dépassent du niveau du terrain naturel. Il est à noter que certains piézomètres sont dépourvus de capots, notamment PIII, PZA, PZ3. Ainsi, il a été observés que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'ouvrage PIII était recouvert de végétaux ; • l'ouvrage PZA est protégé par une pierre ;- • l'ouvrage PZ3 était équipé d'un bouchon étanche cadennassable et recouvert d'une petite bouteille de lait comme protection. <p>Les piézomètres disposant d'un capot sont dépourvus de dispositif de sécurité empêchant l'accès au forage. Ainsi, un tuyau de vidange de machine à laver était raccordé à NPZ10.</p> <p>De nombreux piézomètres ne sont pas identifiés clairement.</p> <p>L'ouvrage PZ6 a été refait récemment ; ce dernier dispose d'une margelle d'environ 0,3 m de hauteur, mais elle ne fait pas 3 m². Il est équipé d'un capot, d'un cadenas. La tête de sondage s'élève à au moins 0,5 m au-dessus du terrain naturel.</p> <p>Il est à noter que le capot de NPZ5 n'a pas pu être ouvert ; ce dernier semble colmaté.</p> <p>L'exploitant veillera, <i>a minima</i>, à mettre en sécurité les différents ouvrages présents sur site (capot et dispositif empêchant l'accès au forage) et procédera à leur identification.</p> <p>A l'occasion de travaux de réfection des ouvrages utilisés, l'exploitant mettra en conformité les piézomètres, à savoir margelle de 3 m² et de 0,3 m de hauteur, dépassement de la tête de sondage.</p>

Pour ce faire, l'exploitant pourra se référer au guide du BRGM "Réalisation de piézomètres dans le domaine des ICPE et/ou des sites pollués : état des lieux et recommandations" du 26 mai 2016.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant de la mise en sécurité des ouvrages et de leur identification.

Observations : Suite à la modification de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, l'article 65 bis prévoit que les ouvrages de surveillance soient inscrits à la Banque du Sous-Sol (BSS) du BRGM.

L'arrêté du 2 février 1998 prévoit que les dispositions de l'article 65 bis soient applicables, dans leur rédaction issue de l'arrêté du 28 février 2022, à compter du 1er juillet 2023. Les études relatives au contexte hydrogéologique réalisées en application des dispositions antérieures valent étude hydrogéologique au sens des articles 65 et 65 bis (cf. Chapitre X - modalités d'application, article 68 dudit arrêté).

En conséquence, l'exploitant procédera à la déclaration de ses ouvrages ; cette dernière peut se faire en ligne via le site : <https://duplos.brgm.fr>.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant de cette déclaration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Surveillance des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des ouvrages

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les forages, puits, ouvrages souterrains et les ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.[...]

Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la surveillance des ouvrages piézométriques.

Il est rappelé que tous les ouvrages doivent être surveillés et entretenus pour garantir la protection de la ressource en eau souterraine vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface, pour empêcher le mélange des eaux de différents aquifères mais aussi pour éviter tout gaspillage de l'eau.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments permettant de justifier de l'entretien et du bon état des forages utilisés. Pour se faire, il pourra se référer au guide du BRGM "Guide d'application de l'arrêté interministériel du 11 septembre 2003 relatif à la rubrique 1.1.0 de la nomenclature eau", de septembre 2004.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

ANNEXE 1 - PLANCHE PHOTOGRAPHIQUE



Portail d'accès côté rue Pasteur – partiellement ouvert



Piézomètre NPZ9
non protégé avec présence de boue.



Piézomètre PZ9 comblé en 2016
Le béton ne recouvre pas la totalité du capot



Ouvrage PZ1
Présence d'un capot mais ce dernier n'est pas
sécurisé.



Piézomètre PZ3
Absence de capot, présence d'une vanne
étanche cadennassable



Ouvrage PIII
Absence de capot, présence de végétaux



Ouvrage PZA
absence de capot, recouvert d'une pierre et enfoui sous les végétaux



Ouvrage PZ6 - conforme



Piézomètre NPZ10
Ouvrage utilisé pour la vidange des eaux usées de la caravane installée au-dessus.



Purge de l'ouvrage PZ7 – présence importante de détergent



Présence théorique des ouvrages NPZ7, NPZ8, NPZ12 et NPZ13 sous l'herbe



Présence de déchets végétaux sur le site



Présence de déchets divers



Présence de déchets type ordures ménagères et végétaux et de bennes (côté ancien parking)



Présence de pneus (côté ancien parking)